

**Compte rendu du  
Conseil Municipal du 29 janvier 2015 à 18 h 30,  
réuni sous la présidence de Monsieur Éric PENSO, Maire.**

---

**Etaient Présents :** Éric PENSO – France GABORIT – Thierry VINDOLET – Bernadette BRISARD – Gilles CHRETIEN – Séverine TEILHARD-RIOLA – Thierry NOEL – Servane BESSOLES – Yves FANJAUD – Marjolaine AVENTURIER – Gilles DUTAU – Monique BARON – Brigitte MIAS – Gabrielle CROUZIL – Julien BASCOUL – Simon UGUEN – Guillaume BUREL – Anne VINCENT-FAGOT – Vincent MEYNIER – Vanesa DEDIEU – Guy FILLET – Michel CHASTAING – Bernard DUVIC – Cécile PAGES – Marie-Noëlle SIBIEUDE.

**Etaient Représentés :** Christine DAVY par Éric PENSO  
Guy MARTRE par France GABORIT

**Etaient Absents :** Valérie ADAM  
Faouzia DAHMANE

**Nombre de conseillers :**

- En exercice : 29
- Présents : 25
- Votants : 27

-----

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.  
L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

**00 - Affaires générales - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 16 décembre 2014**

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 16 décembre 2014 est adopté à l'unanimité.

**01 - Affaires générales – Application de l'article L2122-23 du Code Général des Collectivités Locales**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal des décisions qu'il a prises, par délégation du Conseil Municipal, depuis la séance du 16 décembre 2014 :

- **Décision n° 2014-043 du 18 décembre 2014** : conclusion d'un marché de travaux de voirie urbaine et réseaux divers de la Montée de la Fiole pour un montant de 256 500.00 € HT, avec l'entreprise EUROVIA,

- **Décision n° 2014-044 du 22 décembre 2014** : conclusion d'un marché à bons de commande de fourniture de repas en liaison froide aux restaurants scolaires maternelle et primaire et aux centres de loisirs sans hébergement de la Commune de Clapiers, avec l'entreprise ELIOR aux tarifs suivants :
  - ✓ prix unitaire du repas pour un élève au restaurant scolaire maternelle : 2.934 € HT
  - ✓ prix unitaire du repas pour un élève au restaurant scolaire primaire : 3.114 € HT
  - ✓ prix du repas pour un adulte : 3.564 € HT
- **Décision n° 2014-045 du 30 décembre 2014** : conclusion d'un marché de travaux d'extension de l'ossuaire existant avec l'entreprise La Centrale du Funéraire pour un montant de 4 200.00 € HT,
- **Décisions n° 2015-01 du 5 janvier 2015 et 2015-04 du 6 janvier 2015** : Constitution de partie civile de la Commune et désignation du Cabinet d'avocat MARGALL pour assurer la défense de la Commune dans l'affaire VOISIN – PECORARO concernant une infraction en matière d'urbanisme,
- **Décision n° 2015-02 du 5 janvier 2015** : conclusion d'un contrat de location à titre précaire et révocable, d'une durée de un an, du logement instituteur avec Mme BOT Ghislaine, pour un loyer mensuel de 706.00 €,
- **Décision n° 2015-03 du 5 janvier 2015** : conclusion d'un avenant n°2 en plus-value concernant le marché de maîtrise d'œuvre de travaux de voirie urbaine et de réseaux divers (rue de Viviers, rue des Moulières, Montée de la Fiole) conclu avec le bureau d'études GAXIEU, d'un montant de 10 100.62 € HT ramenant le montant global du marché à la somme de 38 555.32 € HT, le montant prévisionnel global de l'ensemble des travaux s'élevant à la somme de 1 006 970.00 € HT,
- **Décision n° 2015-05 du 12 janvier 2015** : conclusion d'un marché de fourniture relatif à l'achat d'un logiciel de ressources humaines et de paie avec la société CIRIL, pour un montant de 30 797.62 € TTC, comportant une maintenance d'un montant annuel de 2 766.60 € TTC d'une durée de 1 an, renouvelable 3 fois maximum.
- **Décision n° 2015-06 du 12 janvier 2015** : conclusion d'un marché de services de l'entretien du stade pelousé avec l'entreprise SI'VERT, domiciliée à TRETTS (13) d'une durée de 1 an, renouvelable 3 fois maximum, d'un montant annuel de 13 773.00 € HT.
- **Décision n° 2015-07 du 13 janvier 2015** : conclusion d'un marché de travaux d'éclairage public et de signalisation tricolore à bons de commande, avec l'entreprise SOTEM, d'une durée de un an, renouvelable 3 fois maximum, d'un montant annuel de 111 837.61 € HT (somme des prix unitaires)

Le Conseil Municipal en prend acte.

## **02 – Affaires générales – Avis sur la demande d'autorisation de forage du MEJANEL à Saint-Clément de Rivière**

Monsieur DUTAU, conseiller municipal délégué, propose au Conseil Municipal de donner un avis sur :

- la demande de déclaration d'utilité publique concernant :
  - Les travaux de dérivation des eaux souterraines en vue de l'alimentation en eau potable de la Commune de Saint-Clément de Rivière à partir du captage de Méjanel,
  - L'instauration des périmètres de protection et des servitudes qui en découlent,
- L'autorisation de prélèvement au titre de la Loi sur l'eau.

Il précise que l'enquête publique concernant ce dossier se déroule du 16 janvier au 16 février 2015 et que la Commune de Clapiers est concernée par cette demande dans la mesure où elle se situe dans l'emprise du périmètre de protection éloignée des travaux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur les projets sus-mentionnés.

**03 – Affaires générales – Adhésion à la Convention de mise à disposition de service pour la solution mutualisée de plateforme e-administration et de dématérialisation entre la Commune de Clapiers et la Communauté d'Agglomération de Montpellier (devenue Métropole Montpellier Méditerranée)**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole propose aux collectivités membre de l'EPCI une plateforme multiservices numérique pour favoriser l'utilisation de l'e-administration au sein des collectivités et répondre aux exigences de l'Etat en termes de dématérialisation.

La plateforme d'e-administration a pour objectif de proposer aux collectivités membres un ensemble de services cohérents couvrant la chaîne de dématérialisation de bout en bout à travers un portail sécurisé et unifié de manière à faciliter les usages et les échanges entre les collectivités et les services de l'Etat.

Avec cette plateforme, il sera donc possible depuis un accès unique de signer électroniquement des documents numériques, de télétransmettre des documents à la Préfecture (délibérations, arrêtés réglementaires et individuels, documents budgétaires), de télétransmettre au comptable public dans un flux signé électroniquement, les pièces comptables (bordereaux, titres, mandats) et les pièces justificatives (factures, payes, délibérations, pièces de passation et d'exécution de marchés publics) et d'envoyer les convocations aux élus.

Dans un second temps, la plateforme proposera d'autres services dont un service d'archivage numérique pour garantir un archivage à valeur probante des documents numériques ainsi qu'une gestion électronique de documents.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise à disposition de ces services et afin de garantir à l'ensemble des communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût minimal, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité développer une plateforme mutualisée d'@-administration en partenariat avec ses communes membres.

Dans le cadre de la présente convention de mise à disposition des services, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole assure les prestations suivantes :

- Hébergement et maintenance de la solution d'e-administration,
- Assistance pour la mise en œuvre du système d'administration électronique au sein de la Commune adhérente,
- Formation des utilisateurs de la plateforme,
- Fourniture d'un certificat électronique par commune,
- Un support technique et fonctionnel assuré par la Direction des ressources informatiques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les frais de mise à disposition des services (installation, paramétrages, hébergement, maintenance), portés par la Communauté d'Agglomération devenue Montpellier Méditerranée Métropole sont fixés forfaitairement et lissés sur 3 années. Ils sont calculés au prorata de la population municipale de chacune des Communes membres telle que définie par décret du 27 décembre 2012, déduction faite d'une participation de 50% de la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole.

Le coût annuel pour la Commune de Clapiers s'élève à 184.16 €HT pour une durée de 3 ans.

Monsieur le Maire propose donc l'adhésion à la convention annexée qui a pour objet la mise à disposition de service de la solution mutualisée de plateforme d'e-administration et de dématérialisation pour les besoins de la Commune de Clapiers.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Autoriser l'adhésion de la Commune de Clapiers à la présente convention,
- L'autoriser à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité (une abstention).

#### **04 - Finances – Attribution d'une subvention à l'AFM Téléthon**

Mme France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, rappelle au Conseil Municipal que, l'OMSC en partenariat avec la Commune, a organisé un repas lors du Téléthon. Pour des motifs de bonne organisation, la Commune a assuré la vente des tickets.

Elle propose au Conseil Municipal que le produit de la vente des tickets pour cet événement soit reversé à l'Association Française de lutte contre les Myopathies (AFM-Téléthon).

80 tickets d'une valeur unitaire de 18,00€ ont été vendus, soit un montant total de 1 440,00€.

Vu l'avis de la Commission des finances réunie le 28 janvier 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'accorder une subvention de 1 440,00€ à l'AFM-Téléthon, correspondant au produit de la vente des tickets, et d'autoriser le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

#### **05 - Finances – Attribution d'une subvention à l'OMSC**

Mme France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal d'attribuer une subvention dans le cadre de l'exercice 2014 à l'OMSC pour soutenir son action au cours du Téléthon 2014.

Cette aide est proposée à hauteur de 500,00 €.

Vu l'avis de la Commission des finances réunie le 28 janvier 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'accorder une subvention de 500,00€ à l'OMSC.

#### **06 - Finances – Réalisation d'un stade en pelouse synthétique - Demande de subvention au Conseil Général de l'Hérault au titre du Fonds d'Équipement des Communes Urbaines 2015**

Mme France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, informe le Conseil Municipal qu'il est projeté de faire réaliser, en lieu et place du terrain stabilisé, un terrain en pelouse synthétique. Ce type d'équipement permet une utilisation plus polyvalente que le terrain stabilisé tout en ayant un coût d'entretien moindre que celui d'un stade pelousé. Le montant de ces travaux est estimé à 459 753,00€ HT.

Elle propose au Conseil Municipal de demander au Conseil Général une subvention aussi importante que possible au titre du Fonds d'Équipement des Communes Urbaines.

Vu l'avis de la Commission des finances réunie le 28 janvier 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de solliciter une subvention aussi importante que possible auprès du Conseil Général de l'Hérault pour la réalisation d'un stade en pelouse synthétique au titre du Fonds d'Équipement des Communes Urbaines et d'autoriser le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

#### **07 - Finances – Réalisation d'un stade en pelouse synthétique - Demande de subvention au Conseil Régional Languedoc-Roussillon**

Dans le cadre de la transformation du terrain stabilisé en terrain réalisé en pelouse synthétique, Mme France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal de demander au

Conseil Régional une subvention aussi importante que possible, le montant des travaux étant estimé à 459 753,00€ HT.

Vu l'avis de la Commission des finances réunie le 28 janvier 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de solliciter une subvention aussi importante que possible auprès du Conseil Régional Languedoc-Roussillon pour la réalisation d'un stade en pelouse synthétique et d'autoriser le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

#### **08 - Finances – Réalisation d'un stade en pelouse synthétique - Demande de subvention au titre des diverses Réserves Parlementaires**

Dans le cadre de la transformation du terrain stabilisé en terrain réalisé en pelouse synthétique, Mme France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal de demander au titre des Réserves Parlementaires une subvention aussi importante que possible, le montant des travaux étant estimé à 459 753,00€ HT.

Vu l'avis de la Commission des finances réunie le 28 janvier 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de solliciter une subvention aussi importante que possible auprès des Réserves Parlementaires pour la réalisation d'un stade en pelouse synthétique et d'autoriser le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

#### **09 - Finances – Réalisation d'un stade en pelouse synthétique - Demande de subvention auprès du Fonds d'Aide au Football Amateur – Participation à l'appel à projets Horizons Bleus 2016**

Mme France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, expose qu'en raison de l'organisation en France, en 2016, de l'Euro de football, la Fédération Française de Football (FFF) a lancé un appel à projets intitulé Horizons Bleus 2016. La FFF propose ainsi de participer au financement d'infrastructures ayant pour objet de permettre le développement de la pratique du football amateur.

Dans le cadre de la transformation du terrain stabilisé en terrain réalisé en pelouse synthétique, Mme Gaborit propose au Conseil Municipal de faire participer la Commune à cet appel à projets, afin de solliciter auprès de la Fédération Française de Football une subvention aussi importante que possible, le montant des travaux étant estimé à 459 753,00€ HT.

Vu l'avis de la Commission des finances réunie le 28 janvier 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de solliciter une subvention aussi importante que possible auprès de la FFF dans le cadre de l'appel à projets Horizon Bleus 2016 pour la réalisation d'un stade en pelouse synthétique et d'autoriser le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

#### **10 - Finances – Réalisation d'un stade en pelouse synthétique - Demande de subvention auprès du Centre National de Développement du Sport et approbation du plan de financement**

Mme France GABORIT, adjointe déléguée aux Finances, informe le Conseil Municipal que le Centre National de Développement du Sport (CNDS) participe au financement des infrastructures et installations sportives réalisées par les collectivités locales. Le taux moyen de financement est de 15% de la dépense hors taxes.

Elle propose au Conseil Municipal d'approuver le plan de financement suivant :

Objet de la dépense	Montant HT	Montant TTC	Financements	Sur la base des dépenses HT	Soit taux de financement
Création d'un terrain de sport en pelouse synthétique	459 753,00 €	551 703,60 €	CNDS	68 962,95 €	15%
			Commune	390 790,05 €	85%
Montant total des travaux	459 753,00 €	551 703,60 €	Montant total des financements	459 753,00 €	100%

Elle propose également au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à solliciter, auprès du CNDS, une subvention conformément au plan de financement présenté ci-dessus.

Vu l'avis de la Commission des finances réunie le 28 janvier 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'approuver le plan de financement tel que présenté ci-dessus,
- de solliciter une subvention aussi importante que possible auprès du CNDS pour la réalisation d'un stade en pelouse synthétique
- d'autoriser le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

## **11 – Personnel – Modification du tableau des effectifs**

Monsieur Thierry NOËL, adjoint au personnel indique au Conseil Municipal que pour des motifs de bonne gestion des services, il conviendrait :

- D'augmenter la durée hebdomadaire d'un poste d'adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe de 19 heures à 24 heures.
- D'augmenter la durée hebdomadaire d'un poste d'adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe de 22 heures à 25 heures.
- D'augmenter la durée hebdomadaire d'un poste d'adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe de 25 heures à 33 heures.
- D'augmenter la durée hebdomadaire d'un poste d'adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe de 31 heures à temps complet.
- D'augmenter la durée hebdomadaire d'un poste d'adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe de 29 heures 30 à temps complet.
- De supprimer un poste d'adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe

Et de modifier en conséquence le tableau des effectifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de modifier ainsi qu'il suit le tableau des effectifs :

### **Service Administratif :**

Directeur Général des Services .....	temps complet .....	1
Attaché Principal .....	temps complet .....	1
Attaché .....	temps complet .....	1
Rédacteur Principal de 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet .....	1
Rédacteur .....	temps complet .....	2
Adjoint Administratif Principal 1 <sup>ère</sup> classe .....	temps complet .....	1
Adjoint Administratif Principal 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet .....	2
Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet .....	6
Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps incomplet (25h) .....	1
Contractuel Collaborateur de Cabinet .....	temps complet .....	1
Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet .....	1

**Service Communication :**

Adjoint Administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet .....	1
Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet .....	1

**Police Municipale :**

Chef de Service .....	temps complet .....	1
Brigadier-Chef Principal .....	temps complet .....	2
Gardien de Police .....	temps complet .....	1
Adjoint Administratif Principal 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet .....	1

**Service Technique :**

Technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe .....	temps complet .....	1
Technicien .....	temps complet .....	1
Adjoint Technique Principal 1 <sup>ère</sup> classe .....	temps complet .....	1
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet .....	3
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps incomplet (31h) .....	1
Adjoint Technique 1 <sup>ère</sup> classe .....	temps complet .....	1
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet .....	7

**Service des Écoles et Restaurants Scolaires :**

ATSEM Principal de 1 <sup>ère</sup> classe .....	temps complet .....	2
ATSEM 1 <sup>ère</sup> classe .....	temps complet .....	2
Adjoint Technique Principal de 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet .....	1
Adjoint Technique Principal de 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps incomplet (29h) .....	2
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet .....	6
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps incomplet (33 h) .....	1
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps incomplet (29 h) .....	1
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps incomplet (25 h) .....	1
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps incomplet (23 h) .....	2
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps incomplet (20 h) .....	1
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps incomplet (18 h) .....	1

**Services Enfance jeunesse – Culture – Sport – Convivialité – Protocole – Aînés actifs**

Attaché Territorial .....	temps complet .....	1
Animateur principal 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet .....	1
Animateur .....	temps complet .....	1
Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet .....	2
Adjoint d'animation 1 <sup>ère</sup> classe .....	temps complet .....	5
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet .....	1
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps incomplet (33h) .....	1
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps incomplet (31h) .....	1
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps incomplet (25h) .....	2
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps incomplet (24h) .....	1
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps incomplet (22h) .....	1

**12 – Affaires foncières / urbanisme – Déclassement d'un délaissé de voirie rue des Pins - Demande d'ouverture d'une enquête publique**

Vu le Code de la voirie routière (articles L141.3 et R141.4 à R141.10),

Vu l'intérêt manifesté par les consorts Barnaud-Bottalico, pour l'acquisition de la parcelle CA 103, jouxtant leur propriété,

M. Gilles CHRETIEN, adjoint délégué aux affaires foncières, propose au Conseil Municipal de délibérer sur l'ouverture d'une enquête publique en vue du déclassement du domaine public de la parcelle CA 103 située à Clapiers pour une surface d'environ 26 mètres carrés au droit de la parcelle CA 104 telle que figurant sur le plan ci-joint. Le prix de vente de la parcelle sera de 1 495,00€, soit 57,50€/m<sup>2</sup>, conformément à l'avis de la Brigade d'Évaluation de France Domaine. Les frais liés à l'enquête publique seront facturés aux futurs acquéreurs.

Il propose également d'approuver le dossier soumis à l'enquête.

Vu l'avis de la Commission urbanisme foncier, réunie le 28 janvier 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'approuver le dossier d'enquête publique,
- d'accepter l'ouverture de celle-ci,
- d'autoriser le Maire ou l'un de ses adjoints à nommer un commissaire enquêteur et à signer tout document se rapportant à cette affaire.

### **13 – Affaires foncières / urbanisme – Rétrocession des voiries de la Résidence Lavalette**

Vu le Décret 2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014, portant création à compter du 01/01/2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Clapiers, lui confiant du 01/01/2015 au 31/12/2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU,

M. Gilles CHRETIEN, adjoint délégué aux affaires foncières, propose au Conseil Municipal, à la demande de l'Office Public de l'Habitat (OPH) ACM, dans un souci de bonne gestion des voiries, réseaux et espaces verts, de se prononcer sur l'intégration au Domaine Public des voies, réseaux et espaces verts de la Résidence Lavalette. Cette intégration est effectuée à titre gratuit, par rétrocession de l'OPH ACM.

Cette intégration se fera sur la base d'un état des lieux contradictoire, qui a été réalisé en fin d'année 2014.

Les parcelles rétrocédées à la commune, pour la valeur d'un euro symbolique, sont :

- BY 555 de 1 476 m2 aménagée en bassin de rétention
- BY 545 de 3 616 m2 aménagée en voirie

Vu l'avis de la Commission urbanisme foncier, réunie le 28 janvier,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'accepter la rétrocession des voiries de la Résidence Lavalette,
- d'autoriser le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire, étant précisé que la Commune agit au nom et pour le compte de la Métropole.